



Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique  
Union of Economic and Social Councils and Similar Institutions of Africa  
اتحاد المجالس الاقتصادية والاجتماعية والمؤسسات المماثلة في أفريقيا

## **Appel de l'Union des Conseils Economiques et sociaux d'Afrique et Institutions Similaires (UCESA) face à la pandémie du Covid-19**

L'Afrique est confrontée, comme les autres continents, aux chocs sanitaires, économiques et sociaux induits par la pandémie du Covid-19. Les conséquences de cette pandémie risquent d'être dramatiques pour les populations africaines, en particulier les personnes vulnérables qui ne sont pas couvertes par des systèmes de protection sociale.

Les économies africaines sont aussi menacées par la récession en raison notamment de la chute de la croissance de leurs partenaires, l'effondrement des cours des matières premières, la baisse importante des transferts de fonds des travailleurs africains à l'étranger et la baisse de l'activité touristique. Les secteurs urbains de l'économie (fabrication et services) qui représentent actuellement 64% du PIB en Afrique seront durement touchés par les effets liés au Covid-19, entraînant des pertes substantielles d'emplois productifs. Selon l'Union africaine (UA), 22 millions d'emplois sont menacés dans les secteurs formels et informels africains. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) estime que le Covid-19 peut entraîner une baisse des recettes d'exportation de l'Afrique de près de 100 milliards de dollars américains en 2020.

Pour lutter efficacement contre cette pandémie, l'UCESA, en tant qu'union faitière des sociétés civiles organisées africaines, préconise une démarche régionale qui tient compte des spécificités des sociétés africaines et s'appuie sur les valeurs propres au continent en matière de solidarité et d'entraide. Tout particulièrement, l'UCESA tient à saluer les actions de précaution et de soutien prises par les pays d'Afrique en dépit des contraintes budgétaires et des capacités limitées en matière de santé publique.

L'UCESA tient également à saluer les engagements des leaders Africains visant à établir un cadre opérationnel afin d'accompagner les Etats africains pour faire face à la pandémie du Covid-19.

L'UCESA lance cet appel à l'UA, aux Communautés économiques régionales, aux gouvernements africains ainsi qu'à l'ensemble des partenaires aux fins d'apporter la vision de la société civile africaine sur les valeurs à renforcer et les actions à mettre en place pour soutenir les citoyens africains subissant quotidiennement les multiples effets de cette crise.

**Nous, les représentants des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions similaires d’Afrique membres de l’UCESA, sommes conscients du fait que :**

1. La gestion de cette crise, qui appelle une réponse internationale forte, guidée par un impératif de solidarité et de responsabilité partagée, doit inclure urgemment le continent africain et tenir compte de ses spécificités, notamment sur les plans économique et social.
2. La capacité de réponse de la majorité des pays africains se trouve affaiblie par les politiques d’austérité ayant impacté structurellement et de manière négative le secteur de la santé (infrastructures et investissements largement insuffisants, fuite des médecins à l’étranger, faiblesse manifeste de la couverture médicale et de l’innovation dans ce secteur, *etc.*).
3. Cette capacité de réponse au Covid-19 se trouve également affaiblie dans les pays en proie au terrorisme qui sont contraints de redéfinir ou de réorienter leur priorité en renforçant le volet sécuritaire au détriment souvent du secteur de la santé.
4. Eu égard à la faiblesse des services sociaux de base (eau, électricité, habitat, système de santé, *etc.*), certaines des mesures de prévention du Covid-19 seront difficiles à appliquer telles que le confinement et la distanciation sociale d’autant plus que le secteur de l’informel occupe près de 80% de la population.

**Nous saluons :**

1. La rapidité de réaction des pays africains face à cette pandémie conformément aux conseils et recommandations de l’Organisation mondiale de la santé (OMS), en adoptant des mesures de prévention progressives (état d’urgence, cordon sanitaire, port du masque, *etc.*).
2. Les efforts consentis par les gouvernements africains pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus et en atténuer les impacts socio-économiques par la création de fonds spéciaux (d’urgence, de riposte et de solidarité) s’élevant à plusieurs milliards de dollars ainsi que la réactivité responsable des chercheurs et industriels africains pour apporter des solutions locales adaptées et les pistes de traitement ou vaccin (des respirateurs artificiels fabriqués, les millions de masques de protection produits chaque jour, des solutions et protocoles développés localement).
3. La mobilisation et l’engagement des soignants et du corps médical visant à traiter les malades et à lutter contre la pandémie du Covid-19 ainsi que l’engagement des détenteurs des connaissances et des savoirs locaux africains auprès des responsables étatiques visant à conjuguer les efforts nationaux dans cette lutte.
4. L’élan de solidarité et les contributions du secteur privé, des fondations, de la société civile, du monde du sport et de l’art pour soutenir les populations à lutter contre la crise sanitaire et économique due au coronavirus.
5. L’engagement de l’UA à soutenir une réponse coordonnée à l’échelle du continent et la désignation d’envoyés spéciaux chargés de mobiliser la communauté internationale en soutien à l’Afrique.
6. L’appel à l’action de la Commission de l’UA, de la CEA, d’Afreximbank et d’Afro Champions Initiative pour l’élaboration d’une riposte concertée et coordonnée, en s’appuyant notamment sur la ZLECAf comme outil pour développer les chaînes de valeur et d’approvisionnement nationales, régionales et continentales.
7. L’annonce faite par le Fonds monétaire international (FMI), le 13 avril 2020, d’alléger la dette de 19 pays africains.

8. L'engagement des partenaires du continent africain (BAD, Banque mondiale, Club de Paris, UE, G20, Chine) à accompagner les pays africains ainsi que celui de la FAO et l'UA à protéger la sécurité alimentaire du continent face à la crise.
9. L'appui de l'UA et de certaines fondations par la distribution de kits de dépistage et d'équipements de protection vestimentaires.
10. Les actions de solidarité entre pays africains à l'instar de l'engagement du Maroc à rouvrir l'hôpital militaire dans la capitale malienne pour recevoir les patients infectés par le coronavirus.
11. Toute contribution africaine ou internationale qui permettrait d'apporter un soutien au continent africain pour faire face à cette pandémie.

### **Nous appelons à :**

1. Renforcer le partenariat international pour atténuer l'impact de la pandémie sur le continent africain et augmenter sa capacité de résilience.
2. S'inscrire dans la dynamique des initiatives régionales solidaires orientées vers l'action à l'instar de l'initiative lancée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI en concertation avec les autres Chefs d'Etat africains dont SEM Macky SALL et SEM Alassane OUATTARA, qui vise à établir un cadre scientifique et opérationnel de gestion coordonnée de la pandémie.
3. Appuyer le plan d'assistance de la CEDEAO, le plan régional de renforcement des capacités des systèmes de santé pour la gestion des épidémies de l'UEMOA et toute autre initiative régionale visant le renforcement de la coordination entre pays africains, aux plans sanitaire et économique.
4. Lancer une réflexion commune en concertation avec les organisations de la société civile africaine et autres organisations faîtières, sur les politiques sanitaires et de lutte contre les pandémies en envisageant l'élaboration d'avis conjoints au profit des Etats.
5. Placer l'investissement dans le secteur de la santé comme priorité première des Etats en vue d'augmenter substantiellement la capacité d'accueil des hôpitaux, d'assurer une bonne prise en charge des personnes contaminées et *in fine* de protéger durablement la santé de l'ensemble des citoyens.
6. Appuyer la mise en œuvre de la Stratégie de recherche et d'innovation dans le secteur de la santé en Afrique (HRISA) 2018-2030, qui s'inscrit dans l'Agenda 2063 de l'UA et dans la logique de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable.
7. Capitaliser sur l'historique du continent en matière de gestion des épidémies et prendre les mesures nécessaires pour maîtriser la circulation du virus à l'aide de mécanismes de confinement adaptés et des règles-barrières, pour atténuer les impacts sociaux, notamment sur les populations les plus précaires et pour soutenir les entreprises locales.
8. Accorder une importance particulière à la généralisation de la protection sociale en s'appuyant sur les mécanismes de ciblage et de distribution existants ou innovants.
9. Mettre en place des mesures spécifiques d'accompagnement pour soutenir les productions agro-sylvo-pastorales et assurer l'autosuffisance alimentaire en veillant à renforcer également les coopérations techniques en matière agricole.
10. Renforcer la coopération scientifique entre les pays d'Afrique et encourager la participation de la diaspora africaine pour placer le continent dans les chaînes de valeur mondiales de l'innovation médicale et pharmaceutique.

11. Accroître les ressources accordées à la recherche dans les domaines de la santé humaine et animale afin de trouver des remèdes et des vaccins efficaces contre les pathologies dont souffrent les populations africaines en particulier et renforcer les capacités des industries pharmaceutiques sur le continent.
12. Tirer les leçons de la gestion de la pandémie pour un élan de mobilisation panafricain sur le long terme, en adoptant des stratégies publiques économiques et sociales, avec l'appui du secteur privé et de la société civile, au bénéfice du citoyen africain.
13. Renforcer l'intégration régionale africaine tout en prônant le co-développement comme mode d'action en raison de ses multiples avantages pour relever les nombreux défis communs et promouvoir les potentialités existantes en matière de transfert et partage de compétences et de technologie, d'accélération de la digitalisation, de création de richesses et d'investissement dans l'innovation.
14. Renforcer le rôle de coordination de l'UA dans la gestion des crises, notamment sanitaires et environnementales.

Fait à Rabat, le 13 mai 2020

Ahmed Reda CHAMI  
Président de l'Union des Conseils Economiques  
et sociaux d'Afrique et Institutions Similaires

